



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

BIC

Question écrite n° 39997

Texte de la question

M. Jean-Louis Goasduff appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la réglementation économique prévoyant que tout contrat de fourniture exclusive doit faire l'objet de la part du fournisseur de l'octroi d'un avantage économique. Au cas particulier, les débitants de boissons reçoivent de leurs fournisseurs une aide financière en contrepartie de la signature d'un contrat dit « Contrat bière ». Les services fiscaux, considérant qu'aucune disposition ne prévoit l'étalement de l'imposition de ces aides sur la durée du contrat, reintègrent la totalité de celles-ci dans les résultats de l'année au cours de laquelle les sommes ont été reçues. En revanche, le fournisseur doit, en ce qui le concerne, amortir cette même somme sur la durée du contrat d'exclusivité. Une telle solution paraît grandement critiquable dans la mesure où elle ne retient aucune symétrie entre les situations respectives du fournisseur et du cafetier. Le refus d'accorder la possibilité d'étaler l'imposition de la subvention chez le cafetier entraîne pour ce dernier une surcharge fiscale qui réduit notablement l'avantage économique reçu de son fournisseur. Afin de respecter une symétrie de traitement entre le fournisseur et le cafetier, il lui demande donc d'accepter d'étaler sur la durée du contrat l'imposition de l'aide financière perçue au titre dudit contrat d'exclusivité.

Texte de la réponse

L'aide financière accordée par un fournisseur à l'un de ses revendeurs doit être, en principe, comprise dans le résultat imposable de l'entreprise bénéficiaire au titre de l'exercice au cours duquel elle a été acquise, en application de l'article 38-2 du code général des impôts. En ce qui concerne l'application de ce principe aux aides octroyées aux débitants de boissons en contrepartie de la signature d'un contrat de fourniture exclusive, il ne pourra être répondu plus précisément au parlementaire qu'après l'achèvement de l'étude, actuellement diligentée par les services compétents, des contrats en cause.

Données clés

Auteur : [M. Goasduff Jean-Louis](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39997

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 juin 1996, page 3203

Réponse publiée le : 4 novembre 1996, page 5770